

“Le projet de coopération trilatérale Russie-Inde- Chine au XXI^e siècle : enjeux et implications pour la politique étrangère russe”

par Colin GERAGHTY, étudiant à l'IPRIS

Le projet de coopération trilatérale Russie-Inde-Chine au XXI^e siècle : enjeux et implications pour la politique étrangère russe

par Colin Geraghty, étudiant à l'IPRIS

L'idée d'un triangle stratégique associant Moscou, Delhi et Pékin est à l'origine une initiative russe, évoquée pour la première fois en décembre 1998 par Evgueni Primakov, alors premier ministre de la Russie. Face aux préparatifs américains pour bombarder la Serbie (après avoir déjà bombardé unilatéralement l'Irak en 1998) sans tenir compte de l'opposition russe, le théoricien de la multipolarité se proposait de former un axe géopolitique capable de faire contrepoids aux projets américains dans l'arène internationale, sans définir davantage ce concept que rejeta alors la Chine, l'Inde restant quant à elle évasive. Néanmoins, un certain nombre de changements internationaux conduisent à réactiver cette notion : au niveau bilatéral, les relations sino-russes et sino-indiennes connaissent des améliorations à partir de 2003 ; en parallèle, se mettent en place des rencontres informelles des ministres des affaires étrangères des trois pays en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur fond des préparatifs américains pour envahir l'Irak en contournant l'ONU. À partir de 2005, sous l'impulsion de la Russie, ces rencontres deviennent des consultations trilatérales autonomes, qui ne se tiennent plus en marge d'autres événements, mais qui peinent aussi à produire des résultats concrets. La convergence des trois puissances émergentes d'Asie repose, selon les communiqués officiels, sur une même vision du monde pour le XXI^e siècle qui récuse explicitement tout unilatéralisme et représente de ce fait pour de nombreux analystes occidentaux un axe anti-américain, voire anti-occidental par extension. La politique trilatérale menée par la Russie n'est-elle qu'une stratégie purement réactive face à l'hégémonie américaine, ou constitue-t-elle au contraire un processus viable sur le long terme ? Si le projet multipolaire de la Russie répond en partie à l'unilatéralisme américain, il obéit aussi à des considérations régionales enchevêtrées ; néanmoins, la coopération trilatérale peine depuis 2005 à s'affirmer face à des évolutions internationales qui semblent au contraire lui dicter sa portée : il faudra donc, en dernier ressort, examiner quelles peuvent être les implications de ce bilan peu satisfaisant pour la politique étrangère russe et pour l'avenir de la coopération stratégique entre ces trois pays.

I. Les enjeux du triangle Russie-Inde-Chine vu de Moscou

- La multipolarité, une vision stratégique au service d'un projet de puissance

Le discours des dirigeants russes sur un monde multipolaire traduit une volonté de s'affirmer sur la scène internationale qui fixe comme priorité de leur politique étrangère l'acquisition ou la sauvegarde de la capacité à garantir la souveraineté absolue de la Russie, y compris dans la poursuite des intérêts nationaux. Dans ce cadre, assurer la stabilité de l'ordre international devient le moyen d'éviter tout changement unilatéral des rapports de force. La réalisation d'un axe stratégique doit donc permettre de contrebalancer l'hégémonie américaine en affirmant la puissance russe mais aussi en l'amplifiant à travers ce partenariat. En d'autres termes, cette notion repose sur une vision réaliste des relations internationales, des relations entre puissances : si le projet multipolaire que développe Poutine accorde une place centrale à l'ONU comme garant de la stabilité internationale, c'est notamment parce que le siège permanent de la Russie au Conseil de Sécurité est un attribut essentiel de sa puissance. La Russie ne cherche pas à limiter l'hégémonie américaine par un collectif universel d'États tous égaux, selon une vision idéaliste, mais bien à organiser et mener un axe de résistance fort, composé de puissances internationales. Cette nuance explique peut-être le délai entre les premières réunions trilatérales informelles de 2002 et la première rencontre autonome en 2005 : pour la Russie du premier mandat de Poutine, la puissance passe par une intégration avec les organes occidentaux (cf. l'entrée de la Russie au G-8). C'est ainsi que, lors de la crise irakienne de 2002-2003, Moscou a préféré diluer son opposition au projet de Washington soutenu par Londres dans un « axe » avec Berlin et Paris en laissant celle-ci occuper le devant de la scène, cherchant peut-être par la même occasion à exploiter les dissensions au sein du monde occidental face au couple Washington-Londres prêt à agir en-dehors et en dépit des Nations Unies. Le triangle asiatique constituerait alors une solution de repli après cet échec, rendu en même temps d'autant plus séduisant que la Russie ne croit plus en la possibilité d'un axe avec l'Ouest, face aux nouveaux élargissements de l'UE et plus encore de l'OTAN. Isolée sur le plan international, incertaine quant à son statut et même son identité (puissance appelée à se développer en lien avec l'Ouest ? puissance asiatique ?), la Russie fait du partenariat avec l'Inde et la Chine le biais par lequel réaffirmer sa singularité, son identité eurasiatique ;

si la première réunion trilatérale autonome se tient en 2005 à Vladivostok, sur sa côte orientale, c'est la très européenne Saint-Petersbourg qui accueille l'année d'après le sommet du G-8, auquel sont invitées la Chine et l'Inde... Le dialogue trilatéral ou « triologue » Russie-Inde-Chine émerge ainsi en réponse aux évolutions internationales, qui favorisent de surcroît une convergence directe entre la Russie et ses deux partenaires économiques (depuis les années 1990, la Chine et l'Inde représentent 70% des exportations de l'industrie d'armement russe), inquiets de voir les puissances établies – occidentales – imposer leur volonté à leur guise, et militairement s'il le faut. En effet, la configuration mise en avant par Moscou pour séduire Delhi et Pékin est celle d'un contrepoids, non d'une coalition anti-américaine : il s'agit d'équilibrer les relations internationales, d'en assurer la stabilité nécessaire pour que des puissances émergentes puissent définir leurs objectifs et leurs intérêts nationaux – les puissances émergentes sont contraintes par nature d'élaborer une vision stratégique et de développement à partir de bases plus incertaines, moins acquises que les puissances établies. La vision multipolaire de la Russie, qui découle de la volonté de défendre ses intérêts nationaux et garantir sa souveraineté, et qui se pense initialement à l'échelle mondiale, trouve une application immédiate à l'échelle régionale, dans « l'étranger proche » de la Russie.

- [L'enjeu régional : préserver la prééminence russe en Asie centrale](#)

En effet, les révolutions de couleur, et notamment la révolution orange en 2004 en Ukraine, marquent un tournant majeur dans la politique étrangère russe : après l'échec de Poutine en Ukraine et la victoire des partis soutenus par l'Ouest, il semble urgent à la Russie se replier sur l'Asie centrale, pour plusieurs raisons. Elle craint désormais que des puissances externes ne cherchent, sous prétexte de démocratisation, à déstabiliser son « étranger proche » et y affaiblir sa propre influence. Le mouvement de repli de la Russie sur l'Asie centrale révèle aussi l'impact psychologique important de son échec en Ukraine, comme l'explique Isabelle Facon. « Le contrôle sur [l'espace post-soviétique] est déterminant de l'identité eurasiatique de la Russie et est crucial par rapport à son auto-représentation en tant qu'acteur incontournable de la vie mondiale (vu de Moscou, si la Russie ne parvient pas à faire reconnaître son rôle prédominant dans son ancien espace impérial, elle pourra difficilement justifier la légitimité de son désir d'être reconnue comme puissance globale).¹ » Dès lors que la présence militaire américaine en Asie centrale, que la Russie avait acceptée comme temporaire après les attentats du 11 septembre (à une époque où Vladimir Poutine espérait un engagement fort avec les pays occidentaux), semble vouloir durer avec le prolongement indéfini de sa mission, elle devient pour Moscou mais aussi pour Pékin une source de préoccupation. La présence chinoise inquiète moins la Russie, pour l'heure, que celle des États-Unis, en raison du pouvoir d'attraction plus fort du modèle américain et de la méfiance assez répandue en Asie centrale à l'encontre de la Chine. Si l'opposition à toute tentative d'imposer la démocratie de l'extérieur, en tant que violation la souveraineté des États garantie par la Charte de l'ONU, est constamment mentionnée dans les communiqués trilatéraux, c'est en tant que moyen d'exprimer indirectement une hostilité collective à toute ingérence américaine dans cette région – cela ne concerne donc pas simplement les critiques à l'encontre des régimes insuffisamment ou non démocratiques de la Chine et de la Russie. Néanmoins, le maintien de la stabilité intérieure constitue l'une des priorités absolues de Poutine depuis son élection, et la centralisation du pouvoir visait à restaurer l'ordre sur l'immense territoire russe, après le chaos de la libéralisation du début des années 1990 : l'enjeu régional de la coopération trilatérale répond ainsi aux préoccupations russes sur le plan intérieur, puisque tout trouble potentiel dans les anciennes républiques soviétiques est vu comme néfaste pour l'unité et la stabilité internes de la Russie.

Cependant, en ancrant l'Inde dans une coopération asiatique, le format trilatéral ne vise peut-être pas uniquement à renforcer l'attitude de fermeté adoptée par les dirigeants russes depuis 2003 face à l'Occident ou à éviter toute tentative d'encerclement, mais pourrait servir aussi à se prémunir d'une éventuelle hégémonie chinoise, d'autant plus que la Russie observe avec inquiétude le rapprochement indo-américain et redoute de se retrouver en tête-à-tête avec la Chine. Dans ses coopérations militaro-techniques avec les deux pays, la Russie se montre nettement plus réticente pour transférer des technologies ou vendre de licences de coproduction à la Chine qu'à l'Inde, sous l'effet des méfiances persistantes dans les milieux militaires, voire des craintes pour certains...

Alors que le volet international du triangle stratégique avait pour ambitieux objectif de poser ou de garantir les fondements de l'ordre international pour le XXI^e siècle, les ramifications régionales s'inscrivent clairement dans un mouvement défensif, avec un repli dans les considérations stratégiques de la Russie pour protéger un attribut de puissance qui touche à son identité même, et n'exclut pas une rivalité à terme avec l'un des membres de la relation trilatérale. Ces enjeux de rivalité de puissance coexistent avec un objectif plus immédiat qui permet de les

¹ Isabelle Facon, « Pesanteurs de la politique extérieure russe : les contraintes d'une quête de singularité », *Le Journal de la Paix*, n° 491, février 2006, p. 11-17.

contrebalancer dans une certaine mesure, puisqu'il s'agit de renforcer la coopération entre les trois pays afin d'accroître les liens économiques mais aussi de créer une sorte de pôle asiatique ayant un dynamisme propre. Pour mieux s'affirmer face à l'OTAN, la Russie propose à l'Inde, en 2005, de se joindre à d'importants exercices militaires sino-russes conduits sous le manteau de l'Organisation de Coopération de Shanghai ; le refus indien de participer à un événement perçu comme hostile à l'Occident contribue à en renforcer cet aspect aux yeux des pays occidentaux. Il traduit aussi les limites de la coopération stratégique malgré les discours sur les menaces communes aux trois pays, comme le terrorisme ou le trafic de drogues en Asie centrale.

II. D'un axe stratégique mondial à une coopération pratique limitée : l'essoufflement rapide des concertations trilatérales depuis 2005

- L'essoufflement du processus stratégique en l'absence de mécanisme de mise en œuvre

Après les premiers contacts en 2002 puis le début d'un dialogue trilatéral officiel à partir de 2005, force est de constater que les consultations à trois n'ont pas su jusqu'à présent réaliser leur vocation mondiale initiale, comme le révèle une courte analyse des communiqués conjoints. Si les ministres ont échangé leurs points de vue à chaque rencontre sur des questions internationales (la crise nord-coréenne et l'Iran, par exemple), les communiqués ont soigneusement évité toute prise de position commune, qui signifierait un engagement véritable à l'échelle mondiale. Les seuls éléments précis qui reviennent sont l'attachement aux Nations Unies et la détermination des trois pays à lutter contre le terrorisme. De même que l'attachement à la primauté de l'ONU répond à des considérations de puissance, de même la référence au terrorisme et la dénonciation d'une lutte sélective ne vise-t-elle en réalité qu'à rejeter les critiques de pays occidentaux à l'encontre d'actions menées sur le territoire de chacun, en les inscrivant dans la « guerre contre le terrorisme » – la Russie en Tchétchénie, la Chine au Xinjiang et l'Inde au Cachemire : le dialogue trilatéral ne conduit guère en ce domaine à une coopération stratégique, ni à une coordination dans la lutte contre une menace transnationale, mais juxtapose simplement des actions nationales. La dimension stratégique semble de fait s'estomper de façon générale, et les consultations tendent un simple lieu de coopération pratique, sans envergure plus large, puisque les seuls domaines identifiés pour une action trilatérale future, qui de surcroît tarde à se matérialiser plus de trois ans après la première rencontre officielle (le communiqué de février 2007 évoque leur « potentiel important »), sont l'agriculture, les transports et les services de santé : autant de dossiers peu susceptibles de mener à un engagement stratégique.

De fait, le dialogue trilatéral demeure bloqué au stade de consultations informelles ne reposant sur aucun accord, aucun engagement, et ne bénéficiant d'aucune architecture institutionnelle. Si la Chine et la Russie ont exprimé lors du déplacement de Poutine en mars 2006 le désir de voir émerger rapidement un mécanisme officiel de coopération trilatérale, les communiqués bilatéraux Inde-Russie mentionnent simplement un « format utile et intéressant » dès janvier 2007. Des divergences entre d'un côté la Chine et la Russie, de l'autre côté l'Inde, apparaissent ainsi qui révèlent les faiblesses du « dialogue » asiatique face aux projets de puissance de chacun, tandis que la Russie, principale force animant le processus trilatéral, s'efforce de maintenir des relations solides avec les deux autres pour réaliser ses propres ambitions. À partir de 2005, les réunions deviennent l'occasion d'exprimer un jugement négatif sur une initiative ou sur un projet défendu par les États-Unis, qui varie d'une année à l'autre². Ces prises de position révèlent surtout un manque de vision directrice, le choix des thèmes étant dicté par les circonstances au lieu d'être décidé par les États eux-mêmes de façon proactive, et ne trouvent pas toujours d'écho au-delà des déclarations. Ainsi, quelques jours après le communiqué commun d'Harbin (Chine), en octobre 2007, qui critiquait vivement toute politique unilatérale et toute pratique internationale peu démocratique, l'Inde a refusé de réagir face à l'annonce par les États-Unis de nouvelles sanctions très dures contre l'Iran, se désolidarisant d'emblée d'avec la Chine et la Russie...

- Trois projets de puissance différenciés

La convergence des trois pays entre 2002 et 2005 peut dès lors apparaître, avec le recul, comme un rapprochement de circonstance pour lequel aucun des trois acteurs n'est prêt à risquer sa relation avec l'Occident, pas plus que la Russie ne l'était en 1998. Le fort soutien de Poutine à ce projet réactivé en 2002, et le lancement de

² En 2006, il s'agit d'empêcher une invasion potentielle de l'Iran ; en 2007, de critiquer ce qui est perçu comme les prémices d'un « OTAN d'Asie orientale » réunissant l'Australie, le Japon, les États-Unis et... l'Inde ; en 2008, de protester contre la déclaration unilatérale d'indépendance par le Kosovo et d'appeler à la reprise d'un dialogue avec la Serbie.

réunions autonomes à partir de 2005 s'explique par un changement important dans sa perception du monde : il estime désormais qu'aucun pays occidental ne souhaite voir une Russie forte, et que la Russie, pour réaliser ses priorités, doit compter sur des partenaires dans la même situation qu'elle. Or, si l'Inde et la Chine partagent avec la Russie des aspirations générales, elles concernent un monde multipolaire, avec plusieurs puissances, dont chacun veut être. Surtout, l'Inde et la Chine, contrairement à la Russie, n'ont jamais connu le statut de grande puissance internationale : leur priorité concerne donc le développement de cette puissance, de façon opportuniste, alors que dans le cas de la Russie il s'agit essentiellement d'en renouveler les instruments. A partir de 2005, la Chine accorde une importance croissante à l'amélioration de son image à l'étranger en vue d'assurer la réussite de « ses » Jeux Olympiques à Pékin en 2008 ; de même, la politique étrangère indienne est conditionnée par les négociations sur l'accord nucléaire civil avec les États-Unis annoncé en juillet 2005, alors que Poutine tient désormais pour acquise l'hostilité de l'Ouest à l'égard de la Russie et interprète cet accord nucléaire comme une atteinte à sa propre influence. De fait, après avoir proposé d'organiser une grande réunion économique rassemblant des hommes d'affaires des trois pays pour compléter et consolider le rapprochement politico-stratégique, initiative accueillie avec enthousiasme par ses deux partenaires, l'Inde a plusieurs fois reporté la conférence qui, lorsqu'elle s'est enfin tenue n'a pas produit les résultats escomptés. Un tel comportement désinvolte participe d'un cercle vicieux qui empêche la mise au point d'intérêts communs immédiats et concrets face aux évolutions internationales, dans la mesure où c'est précisément le piétinement dans le domaine économique et l'absence d'interdépendance forte qui expliquent la place secondaire accordée à la coopération trilatérale et *a fortiori* à son renforcement dans l'élaboration des priorités nationales.

III. Implications et conséquences pour la politique étrangère russe de cet échec

- Un projet d'ordre politique inabouti, fondé sur des perceptions inexactes

L'incapacité à approfondir l'élan stratégique initial ne résulte pas seulement des changements dans les circonstances, mais aussi d'un défaut conceptuel important dans la pensée russe : la Russie a, semble-t-il, tenu pour acquise la convergence entre les trois États, alors que la Chine et l'Inde concevaient la coopération trilatérale sur un mode pragmatique, aux antipodes de tout alignement. Si un accord idéologique même vague pouvait suffire pour garantir ou du moins pour fonder une alliance pendant la Guerre froide, il n'en va plus de même depuis, et une vision globale pour le XXI^e siècle n'équivaut pas un plan d'action commun pour le XXI^e siècle : les principes généraux ne pèsent guère face à l'intérêt immédiat d'un État. Ce constat est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit de deux pays émergents de plus d'un milliard d'habitants chacun qui abritent à la fois une importante pauvreté et des aspirations ambitieuses. En outre, il semblerait que les élites dirigeantes russes n'aient pas su élaborer de stratégie précise pour progresser au-delà de cette convergence initiale qui n'est, en fin de compte, que le résultat d'un moment particulier dans les relations internationales, où une certaine urgence se faisait sentir face à une crainte commune. De nombreux analystes ont noté que les trois pays étaient confrontés à une menace terroriste islamiste, pour affirmer que cette préoccupation mutuelle pouvait donner lieu à un intérêt commun : c'est méconnaître alors que ce phénomène ne revêt ni les mêmes enjeux ni la même réalité pour chacun et n'appelle donc pas les mêmes méthodes ni la même priorité. Au contraire : les États empruntant les voies divergentes que nous avons vues, l'existence de préoccupations communes mais perçues différemment risque fort de souligner les divisions et de les accentuer. En d'autres termes, le projet trilatéral de la Russie relève davantage d'une politique étrangère réactive que proprement constructive, dans la mesure où Vladimir Poutine et ses conseillers ont cherché à exploiter une situation donnée pour servir des velléités de puissance sans mettre en avant de véritables propositions concrètes susceptibles de fonder une coopération trilatérale durable, et encore moins un partenariat. Si la Russie dispose d'arguments de poids dans ses relations bilatérales avec la Chine comme avec l'Inde, il n'est pas nécessairement dans son intérêt de transposer ces atouts au « dialogue », puisque la persistance de tensions dans la relation sino-indienne alimente ses échanges bilatéraux avec chacun. Dès lors, aborder par exemple les ventes d'armes avec ses deux principaux clients-partenaires en même temps n'aurait guère de sens et serait même très probablement contre-productif, alors que leurs commandes, motivées en partie par leur rivalité latente, obéissent à des politiques différentes qui constituent « une forme de synergie » bénéfique à l'industrie de défense russe³ à la fois par les

³ La Chine achète généralement un équipement peu sophistiqué mais en grand volume, et ces demandes relativement faciles à satisfaire financent la recherche et développement nécessaire pour remplir les commandes indiennes moins importantes numériquement mais qui privilégient l'acquisition d'appareils technologiquement plus avancés. Lire Isabelle Facon, *La coopération*

revenus (importants et réguliers) qu'elle assure et pour le maintien de la compétitivité russe. De même dans le domaine énergétique, où les négociations bilatérales sont beaucoup plus avantageuses pour la Russie, d'autant plus qu'elle refuse d'être réduite à un État pétrolier. Il ne reste alors à la Russie plus grand-chose de concret pour justifier d'un engagement trilatéral plus fort, et l'élaboration d'une architecture sécuritaire régionale entre les trois puissances serait perçue comme dirigée contre l'Occident. Conscient peut-être de ces limitations, Dimitri Medvedev a appelé, avec le président brésilien Lula da Silva, le 26 novembre 2008, à l'organisation du premier sommet des chefs d'État et de gouvernement BRIC au cours de l'année 2009 en Russie – cherchant peut-être à repartir de l'avant, dans la même optique multipolaire, tout en échappant aux faiblesses du triangle asiatique. Cela correspondrait à ce que Medvedev a appelé dans le nouveau *Concept de Politique étrangère de la Fédération de Russie*, en juillet 2008, le « leadership collectif des États les plus avancés », expression reprise depuis comme un leitmotiv dans les discours des dirigeants et qui pourrait témoigner d'un tournant dans la conception russe de la multipolarité, avec le passage à une formule plus générale pouvant s'élargir pour accueillir d'autres États en plus du Brésil.

- [Le BRIC, une approche plus prometteuse ou répétition des mêmes erreurs d'appréciation ?](#)

Au premier abord, le partenariat BRIC présente de nombreux avantages par rapport au triangle stratégique Russie-Inde-Chine : l'ajout d'un pays d'Amérique du Sud constitue une garantie que le dialogue restera d'envergure mondiale et ne retombera pas dans les travers régionaux, et la présence d'un quatrième interlocuteur fournit peut-être un cadre de travail plus efficace, où des désaccords peuvent exister sans être immédiatement perçus comme une alliance de deux pays contre le troisième. Par ailleurs, l'Inde et le Brésil entretiennent déjà un partenariat économique avec l'Afrique du Sud, et l'arrivée du pays latino-américain pourrait répondre au souci de Moscou et de Pékin d'ancrer l'Inde dans une politique multipolaire de contrepoids aux États-Unis. Surtout, le monde occidental appréhende le BRIC sous un jour nettement moins menaçant à son égard que la coopération trilatérale Russie-Inde-Chine qui n'est pourtant jamais parvenue à se matérialiser en tant que « triangle stratégique » : non seulement le Brésil est vu comme beaucoup moins hostile, mais l'idée même du BRIC vient d'économistes américains travaillant pour la firme Goldman Sachs (plus précisément, de Jim O'Neill qui a forgé l'acronyme). En d'autres termes leur identité commune existe avant tout sur le plan économique où ces quatre pays des profils semblables (Jim O'Neill a avancé l'hypothèse qu'ils pourraient être les quatre économies dominantes d'ici 2050). La crise financière actuelle constitue dans ces conditions une opportunité pour que le BRIC s'affirme sur la scène internationale en tant que tel, passant d'une catégorie économique à un groupement d'États. Lors de la première rencontre entre ministres des Affaires étrangères de ces quatre pays, en mai 2008 à Ekaterinbourg (à l'occasion d'une réunion R-I-C), ces derniers ont abordé des questions économiques pour l'essentiel. C'est surtout à l'occasion des grandes rencontres internationales sur la crise financière que ce groupe fait valoir son existence et son poids (même si une nouvelle réunion a eu lieu en septembre 2008 en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies).

Si ce sont les ministres des affaires étrangères qui se rencontrent à Ekaterinbourg, en marge de la réunion R-I-C de mai 2008, ce sont depuis les ministres des finances qui incarnent de plus en plus le BRIC, avec une visibilité accrue, faisant valoir son existence, mais aussi sa pertinence et son poids à l'occasion des grands rassemblements internationaux sur la crise financière : les risques sont moindres qu'il en émerge un projet porté seulement par une vision politique inaboutie. Lors du G-20 de Sao Paulo en novembre 2008 puis de nouveau lors du G-20 de Londres en mars 2009, ils ont émis un communiqué commun très centré sur des enjeux concrets relatifs à la crise immédiate, tout en exprimant leur solidarité entre pays en développement (par opposition aux pays occidentaux) et revendiquant un rôle plus important au sein du FMI⁴. Par ailleurs, imputer la crise financière à une responsabilité américaine n'est pas perçu comme un acte hostile envers les pays occidentaux puisque même en Europe beaucoup partagent cet avis. Il faut néanmoins souligner que la Russie se met moins en avant sur des enjeux économiques et financiers, terrain où elle semble moins assurée. Ni New Delhi ni Pékin n'ont répondu à l'initiative de Medvedev et de Lula da Silva jusqu'à aujourd'hui⁵, malgré l'opportunité naturelle qu'offrait la déclaration commune de mars 2009.

militaro-technique entre la Russie et la Chine : bilan et perspectives, Fondation pour la Recherche Stratégique, juillet 2006, p. 60-62, disponible en ligne :

http://www.frstrategie.org/barreFRS/publications/rd/RD_20060701.pdf

⁴ Lors des rencontres du FMI sur la crise de mars-avril 2009, ces pays ont réussi à imposer leur méthode de financement du plan de relance du FMI qui consiste en des prêts d'un an au lieu de contributions directes, exprimant à la fois leur force et leur réticence à s'engager trop tant que leur poids décisionnel ne sera pas accru.

⁵ Nombre d'articles de presse (notamment indiens) rapportent qu'il est prévu depuis Ekaterinbourg que l'Inde organiserait en 2009 la prochaine rencontre trilatérale en incluant aussi le Brésil pour une partie du sommet, sur le modèle d'Ekaterinbourg : y a-t-il volonté de la Russie de concurrencer la rencontre des ministres des Affaires étrangères, de capter et retenir sur elle

L'absence de réaction de leur part suggère peut-être une certaine méfiance envers ce qui serait une tentative russe de récupérer cette coopération pour la replacer sur un terrain plus familier à Moscou, mieux maîtrisé (la Chine et l'Inde, ainsi que le Brésil à un degré moindre, jouissent, dans les rencontres financières internationales, d'un poids, d'un prestige aussi, bien supérieur à celui de la Russie).

Le défi majeur pour la politique russe réside dès lors en l'absence apparente de renouvellement profond dans sa pensée stratégique : le retour en force des militaires depuis 2003 et la concentration du pouvoir au Kremlin aux dépens du Ministère des Affaires Étrangères ne favorise pas l'émergence d'approches nouvelles pourtant nécessaires pour s'adapter au contexte actuel. Il s'agit à la fois d'échapper aux pièges de l'antiaméricanisme à l'heure d'une interdépendance croissante, et d'abandonner ou moduler les considérations de puissance au profit de l'influence, soutenue par une prospérité économique au lieu d'être affirmée à travers l'emploi souvent plus agressif d'une arme économique. La persistance de cette limitation intrinsèque (dont la logique est visible par exemple dans le discours prononcé par Vladimir Poutine à Munich en février 2007) risquerait d'empêcher qu'un autre pays accepte de s'engager trop avant dans un projet stratégique mené par la Russie, et par là de renforcer l'isolement et par conséquent l'hostilité d'une Russie pleine d'incertitudes ; mais peut-être la présidence Medvedev verra-t-elle peu à peu s'estomper les réflexes hérités de la Guerre froide qui prédominent chez les *Siloviki*, ces hauts fonctionnaires issus des forces de sécurité, au profit d'une réévaluation plus réaliste des capacités de la Russie, fortement dépendante sur sa coopération avec les pays occidentaux : pour l'heure, il demeure trop tôt pour le dire.

En définitive, le « dialogue » lancé par la Russie au tournant du siècle ne forme pas un triangle stratégique, mais bien une coopération trilatérale peu efficace, dont la portée stratégique paraît désormais avortée ; à l'inverse, les trois partenariats stratégiques bilatéraux ont connu au cours de cette période de réelles avancées concrètes bien que leur importance relative ait pu parfois décliner. Ce paradoxe apparent s'explique par le fait que les relations entre ces trois pays obéissent à des projets de puissance opportunistes, portés par une volonté politique qui, en particulier dans le cas de la Russie, définit des priorités qui ne coïncident pas toujours avec ses intérêts nationaux. Il n'en demeure pas moins vrai que ces consultations ont le mérite d'exister, et que l'organisation régulière de telles rencontres est suffisamment rare en dehors des pays occidentaux pour être considérée comme une réussite même partielle – mais la politique étrangère de la Russie a su ici innover davantage dans la forme que dans le fond. Les failles et erreurs conceptuelles dans la vision stratégique de la Russie résultent de sa quête de stabilité internationale, que seul un équilibre collectif – mais non universel – peut garantir à ses yeux et qui est nécessaire pour qu'elle puisse se donner de nouveaux repères, en prenant le temps pour identifier ses véritables intérêts sur le long terme, et notamment le meilleur moyen de réaliser les réformes intérieures vitales mais impossibles si elle se sent menacée ou impuissante à l'extérieur. C'est pourquoi la politique trilatérale de Poutine a accordé une importance croissante aux répercussions régionales de la vision multipolaire conçue initialement à l'échelle mondiale. Dépourvue d'alliés, et même de partenaires proches, la Russie ne cherche pas à former un axe intrinsèquement hostile aux États-Unis, mais un contrepoids collectif susceptible de corriger les tendances hégémoniques de la superpuissance américaine et de permettre à la Russie de poursuivre et défendre ses objectifs de politique étrangère. Cette aspiration ne peut aboutir en l'absence d'engagement constructif sur la scène internationale, attitude qui semble encore faire défaut au Kremlin, qui semble attendre avec méfiance de voir les orientations de l'administration Obama. Si la crise financière semble propice au lancement de consultations BRIC, la Russie se contente pour l'heure d'utiliser ce cadre nouveau pour exprimer une position critique vis-à-vis des États-Unis : il reste à voir si ce prolongement attrayant de la voie multipolaire conduit à une décrispation et un renouvellement de la pensée stratégique russe en assumant pleinement les exigences du commerce international et la primauté de l'économique sur le politique, ou si la Russie continue de se définir avant tout en réaction aux choix américains.

l'attention médiatique ? Il conviendra dans tous les cas de suivre avec attention le dénouement de ces questions dans les mois à venir, ainsi que le cheminement nécessaire pour y parvenir.

Documents consultés (hors presse quotidienne)

- Gilles Boquérat et Frédéric Grare (dir.), *India, China, Russia. Intricacies of an Asian Triangle*, Singapour, Marshall Cavendish Academic, 2004.
- « India-Russia-China : Common Agenda » (compte-rendu de séminaire), Institute of Peace and Conflict Studies (IPCS), China article n° 1987, 12 avril 2006.
http://www.ipcs.org/China_east_asia_articles2.jsp?action=showView&kValue=2000&issue=1009&status=article&keyArticle=1009&mod=b
- M K Bhadrakumar, « A velvet divorce in China », *Asia Times Online*, 31 octobre 2007.
<http://www.atimes.com/atimes/China/IJ31Ad01.html>
- Sergei Blagov, « Putin's push for a strategic triangle », *Asia Times Online*, 8 décembre 2004.
http://www.atimes.com/atimes/Central_Asia/FL08Ag02.html
- Laure Delcour, « Les points de crispation de la politique étrangère russe », IRIS, février 2008.
http://www.iris-france.org/docs/consulting/2008_russie.pdf
- Laure Delcour, « La crise économique, quel impact en Russie ? », IRIS, Actualités de la Russie et de la CEI n° 13, février 2009.
http://www.iris-france.org/docs/pdf/actu_cei/2009-02-25.pdf
- Ranjiv Devraj, « India, China Russia may yet axisize power », *Asia Times Online*, 9 février 2002.
<http://www.atimes.com/ind-pak/DB09Df03.html>
- Isabelle Facon, « La politique extérieure russe : revers, reculs et régressions », Fondation pour la recherche stratégique (Une version de ce texte a été publiée dans le dossier « Où va la Russie », *Défense*, n° 117, septembre-octobre 2005).
http://www.frstrategie.org/barreCompetences/approchesRegionales/reflexion_politique_russe.pdf
- Yury Fedorov, « 'Boffins' and 'Buffoons': Different Strains of Thought in Russia's Strategic Thinking », Chatham House Briefing Paper, mars 2006.
<http://www.chathamhouse.org.uk/publications/papers/view/-/id/346/>
- Dmitri Trenin, « Russia Leaves the West », *Foreign Affairs*, juillet-août 2006.
<http://www.foreignaffairs.org/20060701faessay85407/dmitri-trenin/russia-leaves-the-west.html>

Discours et communiqués officiels :

<http://www.indianembassy.ru/> (site de l'ambassade indienne en Russie)

<http://www.kremlin.ru/eng> (site du Président de la Russie)

<http://www.fmprc.gov.cn/eng> (site du ministère des Affaires étrangères de la Chine)